

Publié le 11 Avril 2018 - Mis à jour le 11 Avril 2018

Y-a-t-il une stratégie dans l'avion ?

Vers des frappes Franco-américaines sur la Syrie : un acte de guerre mais dans quel but ?



Une riposte occidentale, soutenue par les États-Unis, la France, et le Royaume-Uni en tête, apparaît désormais inévitable.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Dans un contexte où une riposte occidentale, soutenue par les États-Unis, la France, et le Royaume-Uni en tête, apparaît désormais inévitable, l'ambassadeur François Delattre ayant par exemple déclaré « *La France mettra tout en œuvre contre l'impunité chimique* », comment anticiper le degré de riposte envisagé ? Selon les derniers développements, et en supposant que l'action menée par les États Unis au cours de l'année 2017 ne fut que symbolique, faut-il s'attendre à une escalade permettant de rétablir la crédibilité de la ligne rouge ?

Alain Rodier : Le président Macron a été assez clair : "s'attaquer aux capacités chimiques détenues par les Syriens" et "non pas aux alliés de ce dernier", c'est-à-dire aux Russes, Iraniens et autre Hezbollah. En effet, le

président Macron n'est pas d'accord avec Trump sur l'accord nucléaire conclu avec l'Iran qu'il souhaite poursuivre (en l'étendant au programme de développement des missiles balistiques). Il tient donc à ne pas se mettre Téhéran à dos. Pas sûr que les Iraniens acceptent cette explication car il vont avoir tendance à ranger Paris comme une "annexe" de Washington, ce que Londres est déjà depuis des lustres.

Théoriquement, nous nous dirigeons donc vers une (ou des) frappe(s) ciblée(s) appelées improprement "chirurgicales". Rappelons que des bombardements, cela tue des êtres humains - et pas forcément que des activistes ennemis - .

Il reste toujours la possibilité que Donald Trump aille plus loin tant il est imprévisible. Il n'aurait pas digéré le relatif échec de la frappe de représailles US de l'année 2017 (nombre de missiles n'avaient pas atteint leur cible et la base aérienne bombardée était de nouveau opérationnelle dès les jours suivants).

Pour Paris, il ne semble pas être question de vouloir "punir" le régime de Bachar el-Assad mais d'arrêter une bonne fois pour toute l'emploi d'armes chimiques car cela pourrait avoir des débordements extérieurs terrifiants.

Dans une telle opération, comment anticiper la participation des différents acteurs sur le terrain ? Alors que l'Arabie Saoudite a d'ores et déjà annoncé sa participation à l'action, quels sont les acteurs présents ayant les moyens de porter une telle attaque ?

La participation de l'Arabie saoudite restera symbolique car elle a un autre conflit à gérer, celui du Yémen.

Les seules forces capables d'effectuer des frappes significatives en Syrie sont, tout d'abord les Américains qui ont de nombreuses bases à portée et l'US Navy croisant en Méditerranée et le Golfe persique.

Suivent les Français - beaucoup plus modestement - avec les appareils positionnés en Jordanie - sans exclure un raid de longue distance en provenance de France - et "la" frégate Aquitaine qui croise en Méditerranée orientale, puis enfin, à un degré moindre, les Britanniques qui ont également des chasseurs-bombardiers sur zone.

Je pense que, comme les Israéliens (qui, à mon avis ne vont pas bouger), les attaquants prendront la précaution de tirer les missiles en ne s'aventurant pas dans l'espace aérien syrien où la défense sol-air russe est bien implantée.

Comment envisager la ligne rouge russe pour une telle opération ? Quels sont les risques de réaction en chaînes d'une telle opération ?

Malgré les déclarations relativement bellicistes de Moscou (qui dit vouloir abattre les missiles tirés mais aussi détruire les "bases de départ"), je ne pense pas que le président Poutine veuille s'engager dans une escalade qui pourrait mener à une troisième guerre mondiale. Le président Assad ne justifie pas une telle abnégation et des sacrifices inconsidérés. L'important pour Moscou est juste qu'il reste à son poste. Par contre, les Russes peuvent considérablement augmenter les bombardements "classiques" de zones contrôlées par les rebelles, même ceux considérés comme "modérés" par les Occidentaux.

Il faut donc raison garder en cette période difficile où des dérapages peuvent survenir. Les dirigeants politiques ont leur propre agenda mais je pense qu'aucun ne veut s'engager dans une aventure militaire ingérable. Pour eux, il s'agit seulement de faire "preuve d'autorité" en matière de politique étrangère - souvent à destination de leur politique intérieure - .